

# TRUMP II : une analyse de l'impact économique, social et climatique de la politique à venir

Christophe Blot, Elsa Feltz et Mathieu Plane

## Résumé

Malgré une croissance dynamique et un taux de chômage bas, l'économie américaine fait face à d'importants déséquilibres budgétaires et commerciaux. Par ailleurs, le vote des Américains en novembre 2024 témoigne d'un important mécontentement des citoyens à l'égard de leur situation économique. En élisant Donald Trump pour un nouveau mandat, les Américains ont fait le choix économique, environnemental et social d'une baisse de leurs impôts, d'une réduction massive du rôle de l'État fédéral, de la baisse de l'immigration, d'un protectionnisme accru envers l'industrie américaine, et d'une dérégulation, notamment dans le domaine de l'environnement.

Ce *Policy brief* analyse les conséquences économiques pour les États-Unis et l'Europe des différentes propositions de Donald Trump pendant sa campagne et ses premières décisions depuis son investiture. Alors que les évaluations du programme économique pendant la campagne présidentielle avaient surtout mis en avant le risque de détérioration de la situation des finances publiques, les premières semaines du mandat de Donald Trump ont été économiquement marquées par des annonces de coupes budgétaires et des hausses de tarifs douaniers. De fait, étant donné l'objectif de réduction des dépenses, la politique budgétaire pourrait s'avérer bien moins expansionniste qu'annoncée, voire restrictive, si bien que l'économie ne serait pas stimulée par la politique budgétaire. En revanche, la perspective d'une augmentation des droits de douane et les expulsions envisagées d'immigrés illégaux devraient non seulement se traduire par une inflation plus élevée mais pèseraient également sur l'activité. L'effet négatif pourrait être accru par l'incertitude concernant les décisions en matière commerciale étant donné la multiplication des annonces depuis le 20 janvier 2025, ainsi que le nombre de personnes qui seront effectivement expulsées des États-Unis. Outre la volonté de renforcer la sécurité de l'Union européenne suite au volte-face des États-Unis vis-à-vis de l'Ukraine, l'économie européenne sera négativement touchée par la guerre commerciale amorcée, notamment l'Allemagne dont la dépendance au marché américain est la plus importante d'Europe.

Enfin, la réélection de Donald Trump aura également des conséquences sur le climat puisqu'elle se traduira par des émissions supplémentaires de gaz à effet de serre d'ici à 2030, enterrant définitivement l'espoir de rester sous les +2 °C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle. En conséquence, se pose la question de la compétitivité européenne liée aux coûts énergétiques relativement plus élevés en Europe et aux objectifs de décarbonation plus importants, et donc aux coûts supplémentaires pour l'industrie européenne supérieurs aux autres zones du monde.

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche le 20 janvier 2025 soulève, au-delà des questions géostratégiques de défense et de sécurité, des interrogations sur l'orientation des politiques économiques, sociales et environnementales des États-Unis et, plus largement, sur les répercussions mondiales de sa politique économique. Ce *Policy brief* explore les dynamiques à l'œuvre dans cette nouvelle phase politique américaine, en évaluant les conséquences potentielles des mesures proposées par le président réélu sur les États-Unis, et en cascade sur le reste du monde, notamment l'Europe.

L'analyse s'articule autour de trois axes principaux : tout d'abord, l'étude de l'économie américaine, qui, bien que connaissant une croissance soutenue, est marquée par des déséquilibres structurels importants, notamment un déficit public de grande ampleur et un déficit commercial persistant ainsi que des inégalités élevées malgré un chômage faible. Par la suite, nous examinons les mesures proposées par le candidat Donald Trump pendant sa campagne et les impacts économiques attendus de cette politique sur la croissance, la dette ou l'inflation. Une analyse plus spécifique de la politique commerciale de l'administration Trump est développée. Les déclarations récentes de grands patrons français (LVMH, Michelin) et le risques de délocalisation face aux divergences de compétitivité (fiscale, énergie, réglementations...) vont dans ce sens. Enfin, cette étude se penche sur les conséquences environnementales découlant de la sortie de l'accord de Paris et l'abandon des engagements climatiques des États-Unis en envisageant les pistes de réponse des autres pays et en mettant en avant les enjeux pour les Européens.

Dans un contexte de tensions commerciales accrues et de défis climatiques mondiaux, cette étude met en lumière les conséquences de la politique de rupture de Donald Trump pour les États-Unis mais aussi pour ses partenaires commerciaux, notamment européens. À la lumière du rapport Draghi, la nouvelle politique américaine appelle à un sursaut européen nécessaire au maintien d'une Europe forte mais qui risque de se heurter à des intérêts nationaux divergents.

## 1. La situation économique américaine début 2025 : une économie florissante qui masque des inégalités et de profonds déséquilibres

Alors que les États-Unis affichent une croissance insolente et un chômage bas, il semblerait que la défaite des démocrates aux élections de novembre 2024 provienne en grande partie de l'insatisfaction des Américains, vis-à-vis de l'évolution de leur économie et du coût de la vie<sup>1</sup>.

Depuis le milieu des années 1990, le PIB par habitant des États-Unis a crû de plus de 60 %, alors que dans le même temps, celui de la zone euro n'a augmenté que de 38 % et celui de la France de 34 %. Ce constat de la faible croissance européenne vis-à-vis des États-Unis a été largement partagé dans des rapports récents, que ce soit le rapport Draghi<sup>2</sup> ou les analyses de l'OFCE<sup>3</sup> notamment. Cinq ans après le début du choc Covid, le PIB des États-Unis se situe 13 % au-dessus de son niveau de l'année 2019 alors qu'il n'est que de 4,8 % au-dessus dans la zone euro. Cet écart de croissance représente une moindre création de valeur de l'ordre de 1 000 milliards d'euros annuels du côté de la zone euro.

1. Furman J., 2025, « The post-neoliberal delusion and the tragedy of Bidenomics », *Foreign Affairs*, 10 février, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/post-neoliberal-delusion>.

2. Draghi M., 2024, *The future of European competitiveness*, Bruxelles, Commission européenne.

3. Aurissegues E. et al., 2024, « 25 ans d'Union monétaire : la zone euro à travers les crises », *OFCE Policy brief*, n° 130, juin, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2024/OFCEpbrief130.pdf>.

Tous les Américains n'ont toutefois pas bénéficié de la même façon des fruits de cette croissance et la forte hausse de l'inflation observée ces dernières années est venue rognée le pouvoir d'achat des ménages américains. En effet, durant la période post-Covid, l'inflation est restée plus élevée en moyenne outre-Atlantique bien que le choc sur les prix de l'énergie y ait été un peu moins marqué en raison de la faible augmentation du prix du gaz américain. Le rebond plus rapide de l'activité et en particulier le dynamisme de la consommation des ménages s'est traduit par une demande plus forte et donc une pression sur les prix plus importante. Ainsi, même si les salaires nominaux aux États-Unis ont été plus dynamiques qu'en zone euro, l'inflation a pesé sur le pouvoir d'achat des ménages et a contribué à leur insatisfaction qui s'est manifestée par un vote sanction à l'encontre des démocrates<sup>4</sup>.

De plus, les inégalités se sont creusées plus fortement outre-Atlantique qu'en Europe malgré une économie au plein emploi avec un taux de chômage inférieur à 5 % depuis 2016 (hors épisode Covid). L'indice de Gini qui mesure les inégalités de revenu disponible des ménages (après impôts et transferts) est à son plus haut depuis 60 ans et ne s'est pas réduit sous le mandat de Joe Biden. La forte croissance américaine ne s'est pas non plus traduite par une amélioration de l'espérance de vie des Américains. Celle-ci n'a progressé que de 2,8 ans entre 1990 et 2022 contre 6,4 ans pour les Français et 5,6 ans pour les Allemands<sup>5</sup>.

Par ailleurs, cette forte croissance a pour contrepartie un déficit public structurel élevé et un déficit commercial de grande ampleur. Depuis 1995 le déficit public américain a été en moyenne de 6,1 % du PIB alors qu'il a été de « seulement » 2,9 % du PIB en moyenne dans la zone euro<sup>6</sup>. En 2024, il serait proche de 8 % aux États-Unis – et de 6,5 % pour l'État fédéral – alors qu'il serait inférieur à 3 % du côté européen. Mais avec une économie au plein emploi et un écart de production positif, le déficit public est principalement structurel. Un tel niveau de déficit ne permet donc pas de stabiliser la dette publique qui devrait atteindre 125 % du PIB<sup>7</sup> en 2024 (contre 89 % du PIB pour l'ensemble de la zone euro)<sup>8</sup>. Pourtant, cette question n'a jamais été un enjeu de la campagne présidentielle. Donald Trump a certes manifesté la volonté de rendre l'État fédéral plus efficace mais sans mettre en avant un objectif de réduction de la dette.

Autre facteur de déséquilibre, le déficit commercial des États-Unis ne diminue pas malgré les mesures protectionnistes engagées sous le 1<sup>er</sup> mandat de Donald Trump et qui n'ont pas été remises en causes par Joe Biden, bien au contraire<sup>9</sup>. Alors que le déficit de la balance en biens ne représentait qu'environ 2 % du PIB au milieu des années 1990, il est désormais à plus de 4 % du PIB fin 2024 (près de 1 200 milliards de dollars en 2024). Le constat est légèrement moins négatif si l'on tient compte de la balance des services qui représente un excédent de près de 300 milliards en 2024. Ainsi, le déficit courant des États-Unis était de -3,6 points de PIB à la fin 2024, contre -2,1 points de PIB fin 2016, au moment de la première élection de Donald Trump et juste avant l'instauration des premiers « *tariffs* » durant son premier mandat.

Cette évolution ne traduit pas un déficit de compétitivité de l'économie américaine mais un écart structurel entre l'épargne et l'investissement. Ainsi, les États-Unis captent une partie de l'épargne mondiale et émettent en contrepartie la liquidité mondiale<sup>10</sup>. La position extérieure nette des États-Unis est passée d'environ -4 % du PIB américain au milieu des années 1990 à -71 % du PIB en 2023. La position extérieure nette des États-Unis représente -19 % du PIB mondial en 2023 alors qu'elle était inférieure à 1 % du PIB mondial il y a près de 30 ans (graphique 1). Les États-Unis présentent ainsi de très loin la plus grosse dette extérieure de la planète financée par les excédents du reste du monde, notamment la Chine, les pays producteurs de pétrole et l'Allemagne. En revanche, malgré une position extérieure très négative, les États-Unis continuent à

4.

Selon les données du Census Bureau, le revenu réel médian a baissé de 4,5 % entre 2019 et 2022. En 2023, la dynamique favorable des salaires aux États-Unis a permis un rattrapage partiel du revenu médian grâce à la baisse de l'inflation. Malgré ce rebond, le revenu réel médian en 2023 restait inférieur à celui de 2019.

5.

Selon les données des Nations unies, l'indice de développement humain (IDH) qui tient compte de l'espérance de vie, du PNB/habitant et de la durée de scolarisation, s'est amélioré de 0,05 point aux États-Unis contre 0,12 point en France.

6.

Pour les États-Unis, il faut toutefois distinguer entre le déficit de l'État fédéral dont la moyenne s'est élevée à 5 % et celui des États et autres collectivités locales.

7.

La seule dette publique fédérale détenue par le public représente près de 100 % du PIB.

8.

En supposant que la croissance potentielle nominale de long terme américaine s'élève à 4 %, le déficit public qui stabilise la dette serait de 5 % du PIB.

9.

En mai 2024, des hausses significatives des tarifs douaniers sur divers produits chinois ont été annoncées, justifiées par les pratiques commerciales déloyales de la Chine. Ces augmentations concernent des produits tels que les véhicules électriques (+100 %), les batteries au lithium (+25 %), les cellules photovoltaïques (+50 %), ainsi que l'acier et l'aluminium (+25 %).

10.

Ainsi, Gourinchas P. O. et H. Rey, 2022, « Exorbitant privilege and exorbitant duty », *CEPR Discussion Paper*, n° DP16944, <https://cepr.org/publications/dp16944>, estiment que les États-Unis ont aussi le « devoir exorbitant » de fournir la liquidité mondiale sous forme d'actifs sûrs.

afficher une balance des revenus nets primaires positive (0,2 point de PIB en 2023<sup>11</sup>), le rendement de leurs investissements à l'étranger étant supérieur au rendement des actifs détenus par les étrangers sur le territoire américain. De fait, les États-Unis bénéficient d'un avantage conséquent lié au fait que le dollar est la principale monnaie de réserve internationale de change des banques centrales (environ 60 % des réserves et 20 % pour l'euro) mais aussi la principale monnaie pour les échanges commerciaux en devises étrangères, et qu'elle fait office également d'actif refuge, notamment en cas de crise. Cette forte demande pour le dollar confère un « privilège exorbitant » au Trésor américain permettant d'éluder jusqu'à maintenant la question du financement de la dette extérieure<sup>12</sup>.

#### 11.

Selon les données de la Banque mondiale, la balance des revenus nets primaires s'est cependant fortement détériorée depuis 2017, passant de 258 milliards de dollars (1,3 point de PIB) à 67 milliards en 2023 (0,2 point de PIB).

#### 12.

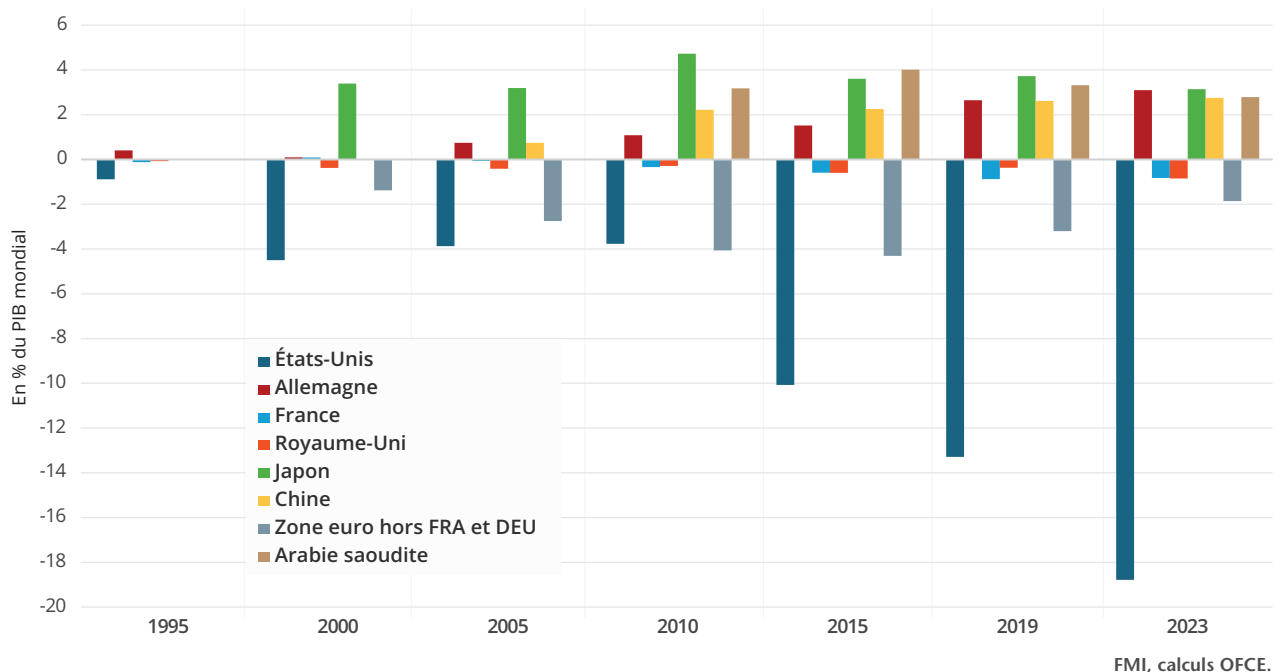
Choi J., D. Dang, R. Kirpalani et D. J. Perez, 2024, « Exorbitant privilege and the sustainability of US public debt », *AEA Papers and Proceedings*, vol. 114, pp. 143-147. Ces auteurs estiment que cet avantage pourrait être de l'ordre de 30 points de PIB.

#### 13.

L'empreinte carbone est une approche « consommation » qui permet de tenir compte de l'impact du commerce extérieur sur les émissions de CO<sub>2</sub> (contrairement aux émissions mesurées sur un territoire donné à partir d'une approche « production »).

Enfin, quand on regarde les émissions de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) avec une approche « production », c'est-à-dire les émissions produites à l'intérieur des frontières d'un pays sans tenir compte des biens qu'il importe ou exporte, les États-Unis sont le deuxième plus gros émetteur de la planète (13 % des émissions mondiales), derrière la Chine (31,5 %) et loin devant l'Union européenne (6,6 %). Toutefois, en tenant compte du cumul des émissions depuis 1750, les États-Unis sont le plus gros pollueur au monde (23,8 %), devant l'UE (16,5 %) et la Chine (15 %). Depuis 1990, les émissions de gaz à effet de serre n'ont baissé que de 2 % aux États-Unis contre 27 % dans l'UE. À noter cependant que le différentiel de croissance du PIB y est pour beaucoup, car les émissions de CO<sub>2</sub> rapportées au PIB ont diminué de 54 % aux États-Unis depuis 1990 et de 59 % dans l'UE, soit une évolution relativement comparable. Cependant, quand on regarde l'empreinte carbone<sup>13</sup> moyenne, elle est respectivement à 16,5 tonnes métriques de CO<sub>2</sub> par habitant aux États-Unis, de 8,1 tonnes par habitant dans l'UE27 et de 7,2 tonnes en Chine. Avec la réélection de Donald Trump et sa décision, dès son premier jour au pouvoir, de signer un décret actant la sortie des États-Unis de l'accord de Paris, de fortes incertitudes pèsent sur la trajectoire des émissions américaines dans les prochaines années. De l'autre côté de l'océan, l'Union européenne s'est, elle, engagée à réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de -55 % en 2030 (par rapport à 1990).

Graphique 1. Position extérieure nette des États-Unis et des principaux autres grands pays



## 2. Les mesures proposées par Trump durant la campagne

Sur le plan économique, les principales mesures proposées par Donald Trump se sont inscrites dans la continuité de celles qui avaient été mises en place lors de son premier mandat. Pendant la campagne électorale, il a en effet mis l'accent sur les baisses d'impôts, la hausse des droits de douane et les restrictions concernant l'immigration. Ainsi, le nouveau président souhaite pérenniser les mesures de réduction d'impôts du TCJA (*Tax Cuts and Jobs Act*) votées en 2017 (encadré 1) et qui devaient expirer en 2025. Il propose également des mesures additionnelles telles qu'une baisse supplémentaire du taux d'imposition sur les sociétés qui passerait de 21 % à 15 %<sup>14</sup>, une exonération d'impôts pour les heures supplémentaires ainsi que pour les pourboires, actuellement traités comme des revenus du travail. Donald Trump a aussi proposé de défiscaliser certaines prestations sociales perçues par les seniors et qui sont actuellement soumises à l'impôt au-delà d'un certain niveau de revenu.

En contrepartie, les recettes fiscales augmenteraient avec la hausse programmée des droits de douane, Donald Trump évoquant même la possibilité que ces recettes pourraient totalement se substituer à l'impôt fédéral sur le revenu. Pendant la campagne présidentielle, il avait principalement annoncé une taxation de l'ensemble des importations à hauteur de 10 %, voire 20 %. Les tarifs seraient même portés à 60 % pour les importations en provenance de Chine. De fait, une série d'annonces a rapidement été faite après son investiture ciblant, outre la Chine avec une première hausse des droits, ses partenaires canadiens et mexicains<sup>15</sup>. Plus récemment, il a également décidé d'une taxation à hauteur de 25 % de l'ensemble des importations d'acier et d'aluminium.

Du côté des dépenses, aucune mesure précise n'a été annoncée pendant la campagne mais le candidat s'est engagé à améliorer l'efficacité publique et à réduire la taille de l'État fédéral. Elon Musk est chargé de cette mission et doit faire des propositions dans le cadre de la commission DOGE (Department of Government Efficiency). Après une première annonce d'une économie de 2 000 milliards de dollars d'économies en novembre 2024, Elon Musk a ensuite indiqué que 1 000 milliards d'économie seraient une bonne cible. Ces différentes déclarations n'indiquent cependant pas sur combien d'années ces économies seraient réalisées mais les incitations à la démission des employés fédéraux suggèrent la volonté d'agir rapidement et brutalement.

Enfin, Donald Trump entend durcir les conditions d'entrée aux États-Unis pour les migrants et organiser « la plus vaste opération d'expulsion jamais réalisée », ce qui aurait nécessairement des répercussions sur le marché du travail.

À ce stade, ces différentes propositions sont issues des déclarations du candidat pendant la campagne et après la victoire du 5 novembre. Le détail et le calendrier des mesures sont donc encore incertains. Enfin, les propositions devront aussi être votées par le Congrès qui jouera un rôle essentiel et pourra apporter des modifications aux « promesses » de campagne. Il pourrait donc y avoir un écart entre ce qui a été dit, ce que le nouveau président souhaitera faire et ce qu'il pourra faire. Il semble toutefois que Donald Trump soit mieux préparé pour ce second mandat qu'il ne l'avait été en 2017. De plus, même si ça ne lui octroie pas de blanc-seing, il bénéficiera de la majorité dans les deux chambres du Congrès, ce qui facilitera l'adoption de son programme.

### 14.

Dans le même temps, une des premières décisions de Donald Trump a consisté à se retirer de l'accord international, conclu en 2021, visant à instaurer un taux de taxation des multinationales minimal de 15 %. Selon le communiqué de la Maison-Blanche, cet accord réduisait la souveraineté des États-Unis en matière fiscale.

### 15.

Ces deux pays ont en effet été menacés d'une taxation à hauteur de 25 %, menace utilisée notamment par Donald Trump dans le cadre de sa politique migratoire ou de lutte contre le trafic de drogue puisqu'il accuse ses deux partenaires commerciaux d'être les principaux de passage de migrants et de drogue vers les États-Unis.

### Encadré 1. Principales mesures contenues dans le TCJA (*Tax Cuts and Jobs Act*) de décembre 2017

Un élément important de la promesse de campagne de Donald Trump en matière budgétaire consiste à rendre pérennes les baisses d'impôts votées en décembre 2017 (*Tax Cuts and Jobs Act*). Cette loi a modifié les taux d'imposition des sociétés et des ménages mais aussi les modes de calculs des bases fiscales. Cette loi devait expirer en fin d'année 2025. Donald Trump s'est engagé à la prolonger. Il est donc important de rappeler les principaux éléments contenus dans le TCJA pour les entreprises et les ménages<sup>(a)</sup>.

#### Entreprises

Le TCJA a remplacé le système de taux progressifs selon la taille de l'entreprise et dans lequel le taux le plus élevé atteignant 35 % par un taux unique d'imposition des bénéfices des sociétés à 21 %. Le texte a également modifié l'imposition des revenus perçus à l'étranger qui ne sont désormais plus imposés. La loi a permis de réduire certaines incitations pour les sociétés à transférer leurs bénéfices hors des États-Unis. Enfin, elle a élargi la base fiscale notamment en réduisant les possibilités de déductibilité des intérêts payés sur la dette et en réduisant les possibilités de report des pertes.

#### Pour les ménages

Le TCJA a réduit les taux d'imposition de 5 des 7 tranches de revenu et modifié la taille de ces tranches. Le taux maximal pour la tranche de revenu la plus élevée est par exemple passé de 39,6 % à 37 %. Concernant le calcul du revenu imposable, la loi a doublé le plafond standard de déduction mais réduit les autres plafonds<sup>(b)</sup>. Le montant de la réduction d'impôt pour les enfants de moins de 17 ans (*Child Tax Credit*) est passé de 1 000 à 2 000 dollars par enfant<sup>(c)</sup>. Enfin, le système fiscal prévoit que le taux d'imposition final ne puisse être inférieur à un certain niveau, appelé *Alternative Minimum Tax* (AMT), ce qui peut être le cas lorsque les déductions de revenus ou les réductions d'impôts auxquelles peuvent prétendre les ménages sont importantes. Le TCJA a fortement révisé le calcul de l'AMT de telle sorte que le nombre de personnes soumises à ce taux alternatif minimum – principalement les contribuables les plus aisés – est passé de plus de 5 millions en 2017 à moins de 200 000 en 2018 selon le Tax Policy Center<sup>(d)</sup>.

(a)

Pour une analyse détaillée, voir Gale W., H. Gelfond, A. Krupkin, M. J. Mazur et E. Toder, 2018, « A preliminary assessment of the Tax Cuts and Jobs Act of 2017 », *National Tax Journal*, vol. 71, n° 4, pp. 589-612, ou Bakija J., 2024, « The US individual income tax: Recent evolution and evidence », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 38, n° 3, pp. 33-60.

(b)

Les ménages américains font en effet le choix entre une réduction forfaitaire du revenu imposable ou une réduction liée à un ensemble de dépenses : paiement des impôts locaux (*SALT : State and Local Tax*), paiement des intérêts sur leur prêt immobilier, frais médicaux non remboursés et dons pour les œuvres caritatives.

(c)

Ce crédit d'impôt est partiellement remboursable dans la mesure où les personnes qui ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu peuvent recevoir le crédit sous forme de paiement par l'administration fiscale. Le montant maximum qui peut être versé est toutefois limité à 1 700 dollars en 2024. Par ailleurs, le montant du crédit d'impôt est dégressif à partir d'un certain seuil de revenu.

(d)

Voir ici : <https://taxpolicycenter.org/briefing-book/what-amt>.

## 3. Impact des mesures de Trump sur l'économie des États-Unis

### 3.1. Quelles conséquences budgétaires ?

Les promesses de campagne suggèrent un fort creusement du déficit budgétaire américain en raison de la pérennisation du TCJA et des nouvelles mesures de réduction d'impôts. Les évaluations indiquent néanmoins une incertitude importante de l'impact des mesures proposées par Donald Trump sur les finances publiques. Cette incertitude est de plus renforcée par l'absence de prises en compte des propositions visant à améliorer l'efficacité de l'État fédéral. Ainsi, selon le scénario estimé par les économistes de l'Université de Pennsylvanie – Penn Wharton Budget Model –, le coût budgétaire *ex ante* cumulé sur 10 ans atteindrait 5 800 milliards de dollars (soit 2,1 points de PIB



annuel)<sup>16</sup>. Les ménages bénéficieraient notamment de l'extension du TCJA représentant un coût sur 10 ans estimé à 3 400 milliards de dollars et de la suppression de la taxation des prestations sociales pour 1 200 milliards. Les mesures en faveur des entreprises atteindraient 1 200 milliards de dollars dont la moitié liée à l'extension du TCJA et l'autre résultant de la baisse supplémentaire du taux d'IS de 21 à 15 %. L'évaluation réalisée par le Committee for a Responsible Federal Budget (CRFB), tenant compte d'un nombre plus élevé de mesures, aboutit à un impact cumulé plus élevé : 7 750 milliards de dollars sur 10 ans dans le scénario central et près du double dans le scénario le plus élevé<sup>17</sup>. Sans tenir compte de l'impact économique de ces mesures, le CRFB estime que la dette augmenterait de 18 points de PIB en 2035 par rapport au scénario à législation inchangée du Congressional Budget Office (CBO)<sup>18</sup>. Le montant cumulé des dépenses supplémentaires et des réductions d'impôts envisagées s'élèverait à 10 400 milliards de dollars sur 10 ans, l'essentiel étant lié à l'extension du TCJA (5 350 milliards), à l'exonération des heures supplémentaires (2 000 milliards) et à la fin de l'imposition des prestations de sécurité sociale (1 300 milliards).

En 2023, les recettes tirées des droits de douane se sont élevées à 81,6 milliards de dollars, ce qui représente un taux implicite de 2,5 % sur l'ensemble des importations de biens. En croisant les données d'importations issues du Census Bureau américain avec celles des droits de douane effectifs par provenance d'importations sur la base de l'évaluation publiée par le Boston Consulting Group<sup>19</sup>, nous pouvons calculer l'impact, au premier ordre, de la hausse des tarifs douaniers sous l'hypothèse – peu réaliste – que le montant des importations et la structure géographique des échanges restent inchangés. Un scénario où les droits de douane seraient de 60 % pour les biens importés de Chine, de 25 % pour ceux en provenance du Mexique et du Canada et de 10 % pour l'ensemble des autres importations se traduirait par près de 600 milliards de dollars de recettes supplémentaires, soit 2 % du PIB des États-Unis (tableau 1). Cela conduirait à faire passer les droits de douane effectifs moyen aux États-Unis de 2,6 % à 21 %, soit cinq fois plus que les droits de douane mondiaux actuels et près de deux fois plus que ceux imposés par la Chine. Même dans ce scénario, les recettes additionnelles resteraient inférieures aux 2 700 milliards d'impôts fédéraux sur les revenus des ménages et les bénéfices perçus en 2023.

16.

Voir <https://budgetmodel.wharton.upenn.edu/issues/2024/8/26/trump-campaign-policy-proposals-2024>.

17.

Voir <https://www.crfb.org/papers/fiscal-impact-harris-and-trump-campaign-plans>.

18.

Entre 2024 et 2035, la dette augmenterait de 26 points de PIB dans le scénario à législation inchangée et de 44 points en intégrant les mesures fiscales proposées par Donald Trump.

19.

Arbour P. *et al.*, 2025, « Great powers, geopolitics, and the future of trade », Boston Consulting Group, janvier, <https://web-assets.bcg.com/66/34/7c32a3e04ef1bc89dd49ff346656/commerce-international-la-hausse-des-droits-de-douane-americains-pourrait-acceler-la-reconfiguration-des-flux.pdf>.

Tableau 1. Importations américaines par pays / zones (en milliards de dollars en cumul sur 12 mois en novembre 2024) et impact de la hausse des droits de douane

	UE 27	MEX	CHN	CAN	JPN	KOR	VNM	TWN	IND	GBR	Reste du monde	Total
Importations américaines	604	503	436	411	147	131	134	113	87	68	597	3230
En % du total	18,7	15,6	13,5	12,7	4,6	4,1	4,2	3,5	2,7	2,1	18,5	
Tarif douanier effectif (en %)	1,8	0	12,8	0	1,5	0	4	1,3	2,5	0,9	0,6	2,5
Tarif douanier cible (en %)	10	25	60	25	10	10	10	10	10	10	10	21
<b>Surcoûts estimés</b>	<b>50</b>	<b>126</b>	<b>206</b>	<b>103</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>56</b>	<b>596</b>

US Census Bureau, BCG Consulting, calculs auteurs.

En intégrant un effet négatif de la hausse des tarifs sur les importations, les recettes annuelles augmenteraient de 225 milliards selon Kimberly Clausing et Maurice Obstfeld<sup>20</sup> qui tiennent compte de la baisse du volume d'importations induit par la taxation supplémentaire. Selon ces auteurs, le montant maximal de recettes ne pourrait pas dépasser 800 milliards pour un tarif global moyen de 50 %<sup>21</sup>. Notons de plus qu'un tel niveau de droits aurait un effet inflationniste marqué et ne semble donc pas envisageable. Par ailleurs, cette analyse suppose qu'il n'y ait pas de mesures de rétorsions commerciales vis-à-vis des États-Unis, ce qui semble peu probable au regard des annonces récentes des pays concernés par les fortes augmentations de droits de douane aux frontières américaines (Chine, Canada).

L'évolution des finances publiques dépendra surtout de l'ampleur des mesures d'économies qui seront proposées par Elon Musk puis mises en œuvre. Or l'annonce d'une réduction des dépenses à hauteur de 2 000 milliards de dollars paraît peu crédible, ce qui explique sans doute pourquoi la cible a été rapidement revue à la baisse. En 2024, l'ensemble des dépenses de l'État fédéral s'élevait à 6 826 milliards de dollars (23,7 % du PIB), se décomposant entre les dépenses dites obligatoires (pour 4 130 milliards)<sup>22</sup>, les dépenses discrétionnaires (1 815 milliards) et les intérêts nets sur la dette qui s'élevaient à 880 milliards de dollars. Ainsi, sous l'hypothèse d'une coupe instantanée, cela reviendrait à réduire les dépenses de l'État fédéral de près de 30 %. Depuis 2000, le poids des dépenses obligatoires et discrétionnaires est passé de 16,3 % du PIB à plus de 20 %. Une baisse à hauteur de 2 000 milliards de dollars, comme annoncée initialement, ramènerait le poids de ces dépenses à 14,2 points de PIB, soit un ajustement de l'ordre de 7 points de PIB, ce qui n'a jamais été observé depuis 1965. En effet, selon les données du CBO, la baisse continue la plus importante des dépenses publiques a eu lieu entre 1992 et 2001, notamment sous l'impulsion de Bill Clinton dans le cadre de la *National Performance Review* dirigée par le vice-président Al Gore. Au cours de cette période, les dépenses ajustées du cycle économique sont passées de 20,7 % du PIB à 17,8 %<sup>23</sup>. L'objectif affiché par Elon Musk supposerait donc des coupes drastiques dans l'ensemble des dépenses, ce qui affecterait les dépenses sociales, que Donald Trump s'est engagé à maintenir, ou les dépenses militaires, qui représentent plus de 50 % des dépenses discrétionnaires.

### 3.2. Quel impact sur la croissance ?

À l'exception des droits de douane qui pourraient être modifiés dans l'année et de quelques mesures portant sur les dépenses, l'essentiel des mesures budgétaires seront mises en œuvre dans le cadre du budget 2026. Leur chiffrage par le CFRB ou par le Penn Wharton Budget Model est généralement effectué sur 10 ans mais avec une montée en charge qui se fait principalement sur les deux ou trois premières années. Ainsi, le cumul des mesures de réduction d'impôt se traduirait par une impulsion budgétaire positive que nous estimons comprise entre 1,5 et 1,8 point de PIB (tableau 2), évaluation qui reste soumise à une forte incertitude tant que les mesures proposées ne sont pas votées. L'impulsion totale dépendra de l'effort réalisé sur les dépenses. Chaque tranche de réduction des dépenses de 100 milliards de dollars représente 0,3 point de PIB d'impulsion négative. Ainsi une économie de 500 milliards en deux ans se traduirait par une impulsion totale proche de zéro. Si l'incertitude demeure sur l'ampleur exacte de l'ajustement des dépenses, ces éléments suggèrent néanmoins que la politique budgétaire américaine pourrait être bien moins expansionniste que ce qui était suggéré pendant la campagne présidentielle<sup>24</sup>.

20.

Clausing K. et Obstfeld M., 2024, « Can Trump replace income taxes with tariffs? », 20 juin, Petersen Institute for International Economics, <https://www.piie.com/blogs/realtime-economics/2024/can-trump-replace-income-taxes-tariffs>.

21.

Un tarif plus élevé ne permettrait en effet plus de générer des recettes supplémentaires en raison de la baisse induite des importations.

22.

La différence entre dépenses obligatoires et discrétionnaires tient principalement de leur mode de calcul et de financement. Le montant budgété pour les dépenses obligatoires dépend de critères fixés d'éligibilité ou d'admissibilité qui sont prévus par la loi. Leur réduction suppose donc de modifier cette loi. Pour les dépenses discrétionnaires, la loi par laquelle le programme, l'agence ou l'activité sont créés, ne détermine pas le niveau de financement, qui est donc déterminé dans le budget annuel. Les dépenses dites obligatoires couvrent les dépenses de sécurité sociale et les programmes de santé tels que Medicare et Medicaid. Une partie importante (850 milliards) des dépenses discrétionnaires correspond aux dépenses militaires.

23.

Les dépenses avaient commencé à baisser à partir de 1990.

24.

Il en résulterait également une moindre augmentation de la dette publique. Sans tenir compte des effets sur l'activité, une économie de 100 milliards de dollars réalisée en 2025 permet de réduire la dette de 3,8 points de PIB en 2035 par rapport au scénario calculé par le CFRB.



Tableau 2. Impact budgétaire des nouvelles mesures du programme de Trump

Mesures	Impulsion en 2025-2026 (en % du PIB potentiel)
Extension du TCJA*	+0,3
Taxes on Social Security	+0,4
Réduction progressive du taux d'IS à 15 %	+0,1
Exonération heures supplémentaires & pourboires	+0,7
Baisse des dépenses publiques (par tranche de 100 Mds de \$)	-0,3

CBO, calculs des auteurs.

\* La fin du TCJA aurait dû se traduire selon les calculs du CBO par une impulsion de -0,3 point. Son extension du TCJA est donc ici comptabilisée comme une impulsion positive en variante par rapport à une situation où aucune législation budgétaire ne serait passée.

Sur la base d'une prise en compte partielle – sans intégrer les mesures d'économies sur les dépenses – des mesures proposées pendant la campagne présidentielle, le Penn Wharton Budget Model indique une hausse de l'activité sur les cinq premières années en lien avec la hausse du revenu disponible des ménages et la baisse de la taxation des entreprises qui stimulent la consommation et l'investissement<sup>25</sup>. Notons que cet effet est estimé en variante par rapport à un scénario dans lequel la législation serait inchangée et donc dans lequel le TCJA n'aurait pas été prolongé. Ainsi, l'extension du TCJA ne devrait pas accroître la croissance de 2026 par rapport à celle de 2025 mais se traduirait par une croissance plus élevée en 2026 que ce qu'elle aurait été sans sa pérennisation. L'effet global sur la croissance pourrait être négatif si l'ajustement des dépenses est important<sup>26</sup>.

Enfin, il faudrait également tenir compte des effets potentiels des déréglementations envisagées par Trump sur l'environnement, la technologie et la finance mais aussi de l'incertitude de politique économique. En favorisant le développement des énergies fossiles, Donald Trump espère réduire les prix pour améliorer le pouvoir d'achat et la compétitivité des entreprises. Inversement, la remise en cause de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) réduirait les incitations à relocaliser une partie de la production et contribuerait à freiner l'investissement, notamment dans les technologies vertes<sup>27</sup>. Les États-Unis entendent également renforcer leur position sur le développement des nouvelles technologies, ce qui améliorerait les perspectives de croissance à long terme. Quant aux déréglementations en matière financière, elles devraient favoriser le développement du secteur financier – notamment celui des cryptomonnaies – et pousser le prix des actifs à la hausse, ce qui pourrait stimuler la consommation des ménages par un effet de richesse. À plus long terme, le risque financier serait toutefois accru. L'exemple récent de la faillite de la banque américaine SVB rappelle que les assouplissements de la réglementation financière peuvent favoriser la prise de risque des acteurs financiers et accroître la vulnérabilité du système financier. D'autre part, l'incertitude sur la conduite de la politique économique pourrait être plus importante, ce qui en général joue négativement sur la demande en réduisant l'emploi et la production industrielle<sup>28</sup>. L'indicateur développé par Scott Baker, Nicholas Bloom et Steven Davis indique une augmentation de l'incertitude de politique économique pour les États-Unis depuis novembre 2024, largement tirée par l'incertitude sur la politique commerciale<sup>29</sup>.

25.

Voir <https://budgetmodel.wharton.upenn.edu/issues/2024/8/26/trump-campaign-policy-proposals-2024>.

26.

Notons que le contexte macroéconomique favorable plaide pour une valeur des multiplicateurs budgétaires modérée. Voir par exemple Creel J., É. Heyer et M. Plane, 2011, « Petit précis de politique budgétaire par tous les temps : les multiplicateurs budgétaires au cours du cycle », *Revue de l'OFCE*, n° 116, pp. 61-88, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-116.pdf>. Ce résultat est confirmé par la méta-analyse réalisée par Gechert S. et A. Rannenberg, 2018, « Which fiscal multipliers are regime dependent? A meta regression analysis », *Journal of Economic Surveys*, vol. 32, n° 4, pp. 1160-1182.

Elle n'est cependant pas corroborée par Ramey V. A., 2019, « Ten years after the financial crisis: What have we learned from the renaissance in fiscal research? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 33, n° 2, pp. 89-114.

27.

On peut toutefois considérer que les dépenses d'investissement ont en partie déjà été réalisées.

28.

Voir Baker S. R., N. Bloom et S. J. Davis, 2016, « Measuring economic policy uncertainty », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 131, n° 4, pp. 1593-1636.

29.

Voir <https://www.policyuncertainty.com>.

### 3.3. Politique migratoire : quelle incidence sur le marché du travail ?

Bien que l'argument de Donald Trump à l'encontre des migrants soit principalement sécuritaire, la décision d'expulsion de plusieurs millions d'immigrés devrait affecter l'économie américaine et son marché du travail. De fait, des expulsions massives et une politique migratoire plus stricte ralentiraient la population active et donc le potentiel de croissance<sup>30</sup>. Il devrait aussi en résulter une baisse de la demande et des recettes fiscales puisque les personnes expulsées sont aussi des consommateurs et des contribuables. La réduction de l'immigration pourrait se traduire par des tensions sur le marché du travail. En effet, les migrants – qu'ils soient légaux ou illégaux – occupent des postes différents de ceux des natifs, notamment les emplois moins bien rémunérés, moins attractifs<sup>31</sup>. Il est dès lors peu probable que cette baisse soit compensée par une participation plus forte des natifs sur le marché du travail. Sur la base des déclarations de Donald Trump visant à expulser 15 à 20 millions d'immigrés, Warwick McKibbin, Megan Hogan et Marcus Noland estiment que cela pourrait concerner 8,3 millions de travailleurs, ce qui réduirait la population active de 5,1 % en 2028, avec un impact significatif sur la croissance potentielle<sup>32</sup>. L'impact serait également inflationniste en raison des difficultés de recrutement sur les postes occupés par ces immigrés et du fait des contraintes d'offre qui pourraient en résulter. Une telle vague d'expulsion semble peu crédible étant donné le choc économique induit sur le marché du travail et en raison du coût très élevé d'une telle initiative<sup>33</sup>.

### 3.4. Une inflation plus élevée

Après l'épisode inflationniste de 2021-2023, la question du pouvoir d'achat reste une priorité importante pour les ménages. Ce fut un thème de la campagne de Donald Trump qui prétend redonner du pouvoir d'achat aux ménages grâce aux baisses d'impôts promises. Inversement, l'imposition de droits de douane supplémentaires et les tensions sur les marchés des biens et du travail liées aux expulsions d'immigrés devraient renchérir les prix à la consommation. L'impact des droits de douane dépend généralement de la capacité des exportateurs – soumis à la taxe – ou des distributeurs à en absorber une partie. Les études empiriques suggèrent cependant que le coût des mesures adoptées lors du premier mandat de Donald Trump a été principalement supporté par l'importateur : consommateur final ou entreprise important des biens intermédiaires<sup>34</sup>. McKibbin, Hogan et Noland estiment que l'inflation pourrait augmenter d'1 point en 2025 du fait de la hausse des droits de douane et dans le scénario d'un tarif à 10 % pour l'ensemble des biens importés et à 60 % pour ceux en provenance de Chine sous l'hypothèse d'un maintien de l'ancrage de la monnaie chinoise au dollar<sup>35</sup>. Quant aux expulsions, cela se traduirait par 0,5 point d'inflation supplémentaire avec une expulsion de 1,3 million de travailleurs illégaux<sup>36</sup>. Enfin, l'inflation devrait également réagir à l'orientation de la politique budgétaire. Cet effet serait moindre que celui résultant des tarifs douaniers ou de l'expulsion de migrants dans la mesure où l'impulsion totale pourrait être finalement neutre, voire restrictive. On peut noter que cette hausse de l'inflation amènerait sans doute la banque centrale américaine à réagir par une hausse des taux d'intérêt qui ralentirait l'activité<sup>37</sup>. Selon le modèle FRB-US, une hausse de 1 point du taux de la Réserve fédérale se traduirait par une baisse de la croissance de 0,2 et 0,3 point les deux premières années. De même que des taux d'intérêt plus élevés pourraient aussi se traduire par un dollar plus fort, ce qui pourrait permettre de compenser partiellement la hausse des droits de douane. À cet égard, rappelons que Donald Trump avait été très critique au sujet des décisions

30.

Selon des projections démographiques faites par le CBO et antérieures à l'élection de Donald Trump, la hausse de la population active en lien avec une immigration nette plus importante, se traduirait par une augmentation du PIB potentiel de 0,2 point par an entre 2024 et 2034.

31.

Voir East C. N., 2024, « The labor market impact of deportations », 18 septembre, The Hamilton Project, <https://www.hamiltonproject.org/publication/post/the-labor-market-impact-of-deportations/>.

32.

McKibbin W. J., M. Hogan et M. Noland, 2024, « The international economic implications of a second Trump Presidency », *Peterson Institute for International Economics Working Paper*, n° 24-20, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4968651>.

33.

Une estimation relayée par East (art. cité) évoque un coût de 13 000 dollars par expulsion.

34.

Sur l'incidence des hausses de droits imposées en 2018, voir par exemple Amiti M., S. J. Redding et D. E. Weinstein, 2019, « The impact of the 2018 tariffs on prices and welfare », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 33, n° 4, pp. 187-210, <https://www.jstor.org/stable/26796842>, et Amiti M., S. J. Redding et D. E. Weinstein, 2020, « Who's paying for the US tariffs? A longer-term perspective », *AEA Papers and Proceedings*, vol. 110, pp. 541-546, <https://www.jstor.org/stable/27042612>.

35.

McKibbin *et al.*, art. cité. On peut imaginer que les autorités chinoises amortissent l'impact de la hausse des droits en laissant le renminbi se déprécier.

36.

Ce scénario est calé sur le record précédent d'expulsions réalisées sous la présidence d'Eisenhower.

37.

Les estimations de McKibbin *et al.* (art. cité) tiennent compte de la réaction de politique monétaire en lien avec le choc inflationniste dû aux droits de douane et aux expulsions de migrants.

prises par Jerome Powell lors de son premier mandat. Pendant la campagne, il a avancé l'idée que le président des États-Unis devrait sans doute avoir son mot à dire sur l'orientation de la politique monétaire, remettant explicitement en cause l'indépendance de la banque centrale américaine.

### 3.5. Pas de réduction des inégalités : les ménages les plus aisés sont favorisés

Selon l'estimation de Penn Wharton Budget Model, les gains de pouvoir d'achat à court terme pour les ménages seraient surtout concentrés sur les plus aisés. La progression du revenu après impôt des ménages serait de 320 dollars (soit 1,4 %) pour ceux du premier quintile de revenu et de 13 740 dollars (3 %) pour ceux du dernier quintile. Ces gains seraient en outre largement réduits par l'effet inflationniste des droits de douane. Le coût pour un ménage médian s'élèverait à 2 600 dollars par an. Pour les ménages du premier quintile, la perte de revenu serait alors de plus de 4 % selon Kimberly Clausing et Mary Lovely<sup>38</sup>, contre une baisse de 1,9 % pour les ménages du dernier quintile.

## 4. Quel impact économique de la politique commerciale de la nouvelle administration Trump ?

Fervent défenseur de l'industrie américaine (« *America first* »), Donald Trump avait fait du redressement de la balance commerciale américaine une de ses priorités de son premier mandat. Bien que la situation ne se soit pas améliorée depuis, malgré des droits de douane plus élevés, le diagnostic de Donald Trump est inchangé. Selon lui, le déficit commercial s'explique par une concurrence déloyale des autres pays et non par le déséquilibre domestique entre épargne et investissement. Fraîchement réélu, Donald Trump souhaiterait inverser la tendance. Pour ce faire, il privilégie de nouveau les « *tariffs* » (droits de douane), mot qu'il considère comme le plus beau de la langue anglaise, étant persuadé que plus ils sont élevés, plus il est probable qu'une entreprise décide de s'implanter aux États-Unis, plutôt que dans un autre pays, ou que les consommateurs américains se tourneront vers des produits américains au détriment des produits étrangers plus coûteux avec la hausse des barrières douanières. Dans ses discours de campagne, Donald Trump a ciblé en particulier la Chine pour laquelle les droits de douane pourraient atteindre jusqu'à 60 %, sans pour autant exclure les autres partenaires commerciaux comme l'Union européenne, dont les importations seraient taxées entre 10 et 20 %. Plus récemment, la menace s'est plus particulièrement portée sur les importations en provenance du Canada et du Mexique avec des droits portés à hauteur de 25 %<sup>39</sup>. Le Canada, le Mexique, l'Europe et l'Asie, notamment la Chine, représentent 60 % des importations américaines de produits manufacturés. Une telle hausse des tarifs douaniers devrait donc avoir un impact sur leur économie.

Selon les données des douanes américaines, la Chine est le pays qui présente l'excédent commercial sur les États-Unis le plus élevé en 2024 : près de 300 milliards de dollars (soit un quart du déficit commercial américain), devant l'Union européenne (235 milliards, soit 20 % du déficit), le Mexique (172 milliards, soit 15 % du déficit), le Viêt Nam (123 milliards, 10 % du déficit), Taïwan (74 milliards, 6 % du déficit),

38.

Clausing K. A. et M. Lovely, 2024, « Why Trump's tariff proposals would harm working Americans », *Peterson Institute for International Economics Policy Brief*, n° 24-1, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.4834397>.

39.

Il faut également ajouter une taxation à hauteur de 25 % de l'ensemble des importations d'acier et d'aluminium depuis le 10 février 2025.

40.

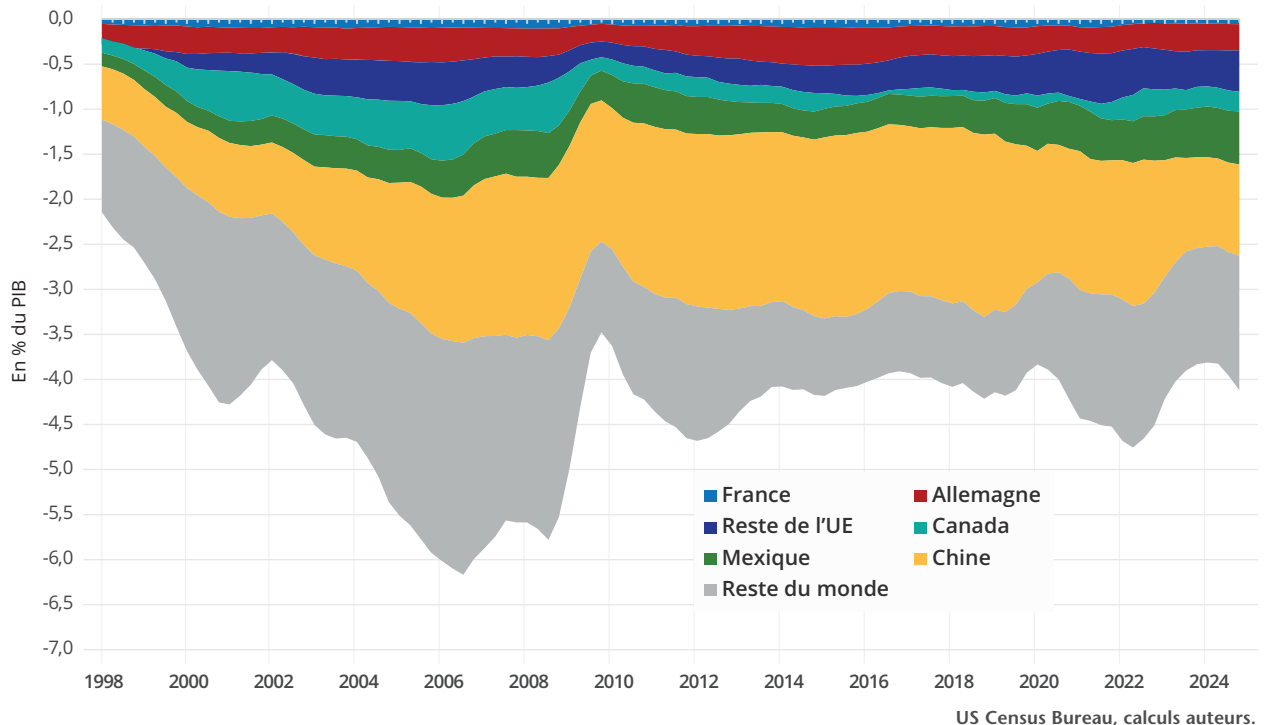
Selon Brad Setser, ancien conseiller au commerce international de l'administration Biden, la délocalisation des profits américains à partir des prix de transferts sur les revenus intangibles (propriété intellectuelle...) vers des pays à faible imposition comme l'Irlande multiplierait le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de l'Europe par deux. À titre d'exemple, les États-Unis ont un très gros déficit pharmaceutique avec l'Europe alors que c'est une industrie où les Américains sont très forts.

le Japon (69 milliards, 6 % du déficit), la Corée du Sud (66 milliards, 5 % du déficit) et le Canada (63 milliards, 5 % du déficit) (graphique 2)<sup>40</sup>.

En Europe, c'est de très loin l'Allemagne qui est le premier fournisseur européen des États-Unis, avec une balance commerciale bilatérale excédentaire de 85 milliards de dollars, contre seulement 43 milliards pour l'Italie et 16 milliards pour la France. Si l'on se concentre sur l'Union européenne, les États-Unis sont à la fois le plus gros partenaire commercial pour ses exportations de biens (15,6 %) et le deuxième partenaire pour ses exportations de services, juste derrière le Royaume-Uni. Cependant, parmi les États membres de l'UE, tous ne seront pas affectés de la même manière par la hausse des droits de douane. En effet, l'Allemagne représente près de 30 % des importations américaines en provenance de l'UE, devant l'Irlande (14 %), l'Italie (11 %) et la France (11 %). Les enjeux commerciaux pour la France de la mise en place de nouveaux tarifs douaniers aux États-Unis sont donc moindres que dans de nombreux autres pays.

En revanche, contrairement aux biens où les États-Unis affichent un déficit commercial abyssal, les services génèrent un excédent massif (près de 300 milliards de dollars) et l'Europe est le premier marché des services américains (35 % des exportations américaines de services), avec des secteurs clés (services numériques et informatiques des Big Tech, services financiers des grands banques américaines, cabinets de conseil...). Ainsi, les enjeux européens autour de la régulation stricte des géants du numérique ou de la fiscalité des multinationales pourraient directement affecter le secteur excédentaire des services américains et plus largement l'économie américaine.

Graphique 2. Balance commerciale (en biens) des États-Unis vis-à-vis des autres pays/zones



## 4.1. Quel impact de la hausse des tarifs douaniers américains sur le commerce mondial ?

Rappelons que le droit de douane moyen effectif sur les importations américaines est de 2,6 % et qu'il est, selon le CEPII, inférieur à ceux appliqués par la Chine (plus de 5 %) mais aussi à la moyenne mondiale (proche de 4 %) et aux tarifs de l'Union européenne (près de 3 %).

Selon une étude du CEPII<sup>41</sup>, dont les simulations sont réalisées à partir d'un modèle multisectoriel et multirégional (MIRAGE-Power), la politique commerciale de Donald Trump entraînerait une baisse du commerce mondial de -3,3 %, soit une contraction équivalente à 70 % de celle observée en 2020, pendant la crise sanitaire<sup>42</sup>. Cela conduirait à une réduction massive (80 %) des exportations chinoises vers les États-Unis et de près de 60 % de celles des États-Unis vers la Chine. Le commerce américano-européen baisserait également de façon spectaculaire (chute de près de -30 % des exportations américaines vers la France et l'Allemagne et diminution de -11 % et -13 % des exportations françaises et allemandes vers la Chine). Dans cette configuration, le commerce américain se recentrerait sur ses partenaires mexicains et canadiens qui ne seraient pas affectés par les nouveaux tarifs en raison de l'accord de libre-échange. Ces deux pays verraient également leurs importations fortement augmenter de la part des autres zones du monde, pouvant servir de plateforme de transit pour échapper aux droits de douane américains. Une remise en question de l'accord commercial de libre-échange (ACEUM) modifierait radicalement les gains attendus pour le Mexique et le Canada. À noter que dans cette configuration qui suppose qu'il n'y ait pas de montée de droits de douane réciproques entre la Chine et l'Europe, la Chine écoulait ses surcapacités de production vers l'Europe notamment, avec une hausse prévue des exportations chinoises vers l'Allemagne et la France de l'ordre de 7 %.

Selon les simulations du CEPII, le PIB mondial diminuerait à terme de -0,5 % mais les grands perdants de cette guerre commerciale seraient avant tout les États-Unis et la Chine avec une baisse de 1,3 point de PIB dans ces deux pays<sup>43</sup>. Si la Chine répond par des mesures de rétorsions à la politique commerciale menée par Trump, le PIB des deux plus grandes économies mondiales pourrait baisser de -1,5 %.

Dans cette configuration, selon Bouët *et al.*<sup>44</sup> la France serait relativement peu affectée par la politique commerciale de Donald Trump, enregistrant une diminution de son PIB de -0,1 point, en raison notamment de la réduction de ses exportations vers les États-Unis et la Chine. La France et l'Europe pourraient également être confrontées à une hausse des importations chinoises avec des baisses de prix pour écouler les surcapacités de production qui ne seraient plus vendues aux États-Unis. Cela pourrait conduire à faire baisser les prix d'importation, favorables aux consommateurs tout en dégradant la balance commerciale européenne et en mettant à mal l'industrie européenne.

## 4.2. Quels seraient les secteurs européens les plus affectés ?

Au niveau sectoriel, les produits manufacturés européens constituent le principal pilier de leur excédent commercial alors que le secteur des services européens est déficitaire vis-à-vis des États-Unis. Plus précisément, l'excédent commercial européen s'articule principalement autour du secteur automobile (équipementiers et véhicules), qui constitue plus de 40 % des biens exportés aux États-Unis en 2023, et de l'industrie chimique, représentant près de 30 % du total des produits exportés (graphique 3).

41.

Bouët A., L. Maty Sall et Y. Zheng, 2024, « Le prix du protectionnisme de Donald Trump », *La lettre du CEPII*, n° 450, novembre, [https://www.cepii.fr/PDF\\_PUB/lettre/2024/let450.pdf](https://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2024/let450.pdf).

42.

Il est important de noter que, dans son évaluation, le CEPII retient des droits de douane de 60 % sur les importations chinoises et de 10 % sur le reste du monde, excepté le Mexique et le Canada qui ont un accord commercial de libre-échange (Accord Canada-États-Unis-Mexique, ACEUM). Or, dans ses déclarations récentes, Donald Trump a menacé le Mexique et le Canada, dont les excédents commerciaux vis-à-vis des États-Unis représentent 230 milliards de dollars (soit autant que l'Union européenne), de droits de douane de 25 %.

43.

Saussay, 2024, et McKibbin *et al.* (art. cité) aboutissent à un scénario un peu moins défavorable puisque la baisse du PIB américain serait de l'ordre de 0,5 à 0,6 point. Pour la Chine, Saussay estime une baisse du PIB de près de 0,7 point. Voir « *The economic impacts of Trump's tariff proposals on Europe* », *Policy insight*, London School of Economics, Octobre.

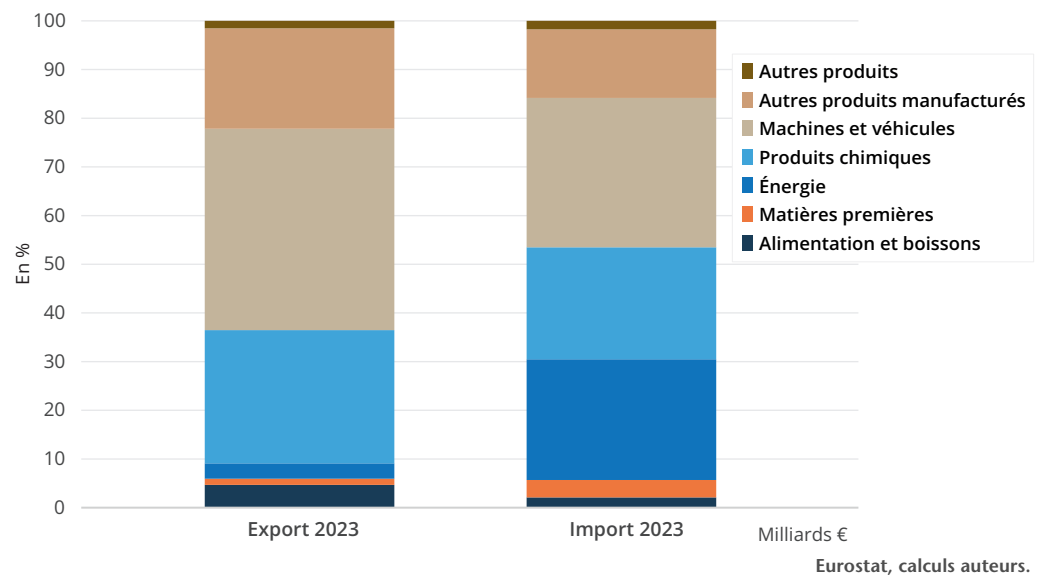
44.

Bouët A. *et al.*, art. cité.

L'excédent commercial de l'UE dans ces deux secteurs s'est accru ces dernières années, porté par une croissance importante des exportations d'automobiles (notamment de la part de l'Allemagne) et de produits chimiques et pharmaceutiques en direction des États-Unis. Entre 2016 et 2023, l'excédent européen a ainsi bondi de près de 80 % (de 57 milliards d'euros à 102 milliards d'euros) dans le secteur des véhicules et des équipementiers, et de près de 160 % (de 24 milliards d'euros à 58 milliards d'euros) dans le secteur des produits chimiques.

Donald Trump a donc prévenu qu'il ciblerait les voitures allemandes, ce qui pourrait impacter leur rentabilité à un moment où l'industrie allemande est déjà en difficulté. Les États-Unis devraient sans doute jouer de la dépendance européenne à l'égard des énergies fossiles américaines pour obtenir des concessions économiques de la part des pays européens, et notamment de l'Allemagne. En effet, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, les Européens ont cherché à compenser leur apport en hydrocarbures russes, ce qui s'est fait largement au profit du gaz naturel liquéfié (GNL) américain. Cette augmentation importante et rapide des importations énergétiques européennes provenant d'outre-Atlantique a permis aux États-Unis d'amoindrir leur déficit commercial vis-à-vis de l'Europe.

Graphique 3. Commerce entre l'Union européenne et les États-Unis par secteur



En ce qui concerne la France, les chiffres de la Direction générale du Trésor indiquent que les exportations françaises vers les États-Unis sont portées par l'aéronautique (près de 8 milliards d'euros en 2023, soit 18 % du total), les produits pharmaceutiques (4,1 milliards, soit 9 %), les boissons (3,9 milliards, soit 8,7 %) et l'industrie chimique, parfums et cosmétiques. À l'inverse, près d'un quart des importations françaises en provenance des États-Unis sont des hydrocarbures (plus de 12 milliards en 2023 après 22 milliards en 2022), notamment du gaz naturel liquéfié. Les deux autres secteurs importants pour les importations françaises venant des États-Unis sont la construction aéronautique et les produits pharmaceutiques.

Une hausse des tarifs douaniers américains toucherait en premier lieu l'industrie aéronautique française, mais au regard des échanges très spécialisés et réciproques dans ce domaine, cela pénaliserait également l'industrie aéronautique américaine qui verrait ses coûts se renforcer et perdrait en compétitivité vis-à-vis de l'industrie



européenne. En revanche, une hausse des droits de douane dans le secteur de l'industrie pharmaceutique et l'industrie agroalimentaire est plus probable mais aussi dans l'industrie des parfums, des cosmétiques et du luxe.

## 5. Environnement

À peine investi le lundi 20 janvier 2025, Donald Trump a pris la décision de sortir à nouveau les États-Unis de l'accord de Paris. Ses positions ouvertement climato-sceptiques et son engagement pendant la campagne de limiter l'ensemble des réglementations contraignant l'exploitation des énergies fossiles ralentiront sans aucun doute la transition écologique américaine engagée sous la présidence Biden. De fait, l'action climatique mondiale se retrouve amoindrie, enterrant l'espoir de rester sous les +2 °C de réchauffement d'ici la fin du siècle par rapport à l'ère préindustrielle.

### 5.1. Trump II : une hausse des émissions de gaz à effet de serre qui compromet les objectifs climatiques mondiaux

Le climat aura été le grand oublié de la campagne américaine de 2024, et pour cause : Donald Trump ne croit tout simplement pas au changement climatique qu'il qualifie de « grand canular ». Conséquence directe : dans son programme d'une vingtaine de pages, les mots « climat », « écologie », « émissions » et « biodiversité » n'apparaissent pas une seule fois<sup>45</sup>. À l'inverse, le terme « énergie » est utilisé, à 18 reprises<sup>46</sup>, pour souligner une de ses priorités : faire de l'Amérique le premier producteur d'énergie au monde, et ainsi devancer la Chine. En fait, cette tendance est déjà enclenchée depuis le début des années 2000, avec la hausse de la production américaine de gaz naturel (2005) et de pétrole brut (2009). Grâce notamment à la fracture hydraulique et au forage horizontal, les États-Unis sont (re)devenus le plus grand producteur de gaz naturel au monde dès 2011<sup>47</sup>, et de pétrole dès 2018<sup>48</sup>, dépassant la Russie et l'Arabie saoudite. Depuis 2019, la production annuelle totale d'énergie des États-Unis a même dépassé sa consommation annuelle totale d'énergie<sup>49</sup>. L'industrie minière (qui comprend l'extraction de gaz et de pétrole et les autres activités minières) représente ainsi 1,4 % du PIB<sup>50</sup> des États-Unis en 2024. Le slogan de Trump, *Drill, baby, drill*, s'inscrit donc dans la continuité de la stratégie productive et extractive américaine de ces dernières décennies. L'impact d'un deuxième mandat de Trump s'annonce alors désastreux pour le climat, même si les émissions américaines de gaz à effet de serre devraient quand même baisser d'ici à 2050 selon les scénarios établis par Carbon Brief. Par rapport à un scénario Biden, et en supposant qu'il n'y aura pas d'autres changements de politique que la suppression de l'IRA et les règles climatiques clés de l'administration Biden, le scénario Trump conduirait à l'émission supplémentaire de 4 milliards de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (GtCO<sub>2</sub>e) d'ici à 2030<sup>51</sup> (graphique 4), soit l'équivalent de 0,7 GtCO<sub>2</sub> supplémentaire par an, ce qui correspond à environ deux fois les émissions annuelles de la France.

45.

GOP Platform, 2024, *Make America Great Again!*, [https://rncplatform.donaldjtrump.com/...](https://rncplatform.donaldjtrump.com/)

46.

*Ibid.*

47.

Our World in Data, 2024, « Gas production », <https://ourworldindata.org/grapher/gas-production-by-country?time=earliest..2023>.

48.

US Energy Information Administration, 2024, « United States produces more crude oil than any country, ever », 11 mars, <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=61545>.

49.

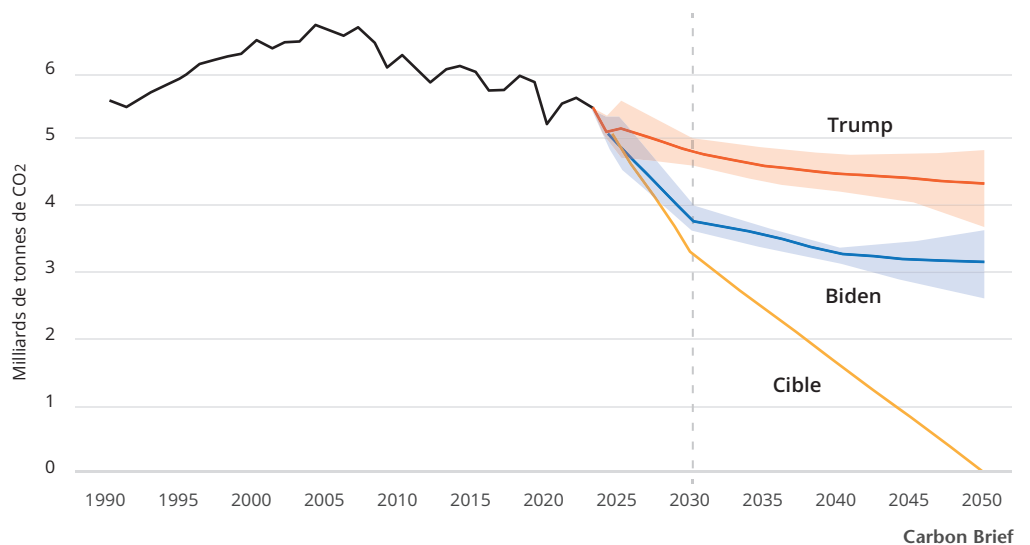
US Energy Information Administration, 2024, « US energy facts explained », <https://www.eia.gov/energyexplained/us-energy-facts/>.

50.

US Bureau of Economic Analysis, 2024, « Value added by industry », 19 décembre, <https://apps.bea.gov/>...

51.

Carbon Brief, 2024, « Analysis : Trump election win could add 4bn tonnes to US emissions by 2030 », 6 mars, <https://www.carbon-brief.org/analysis-trump-election-win-could-add-4bn-tonnes-to-us-emissions-by-2030/>.

Graphique 4. Projections des émissions de CO<sub>2</sub>

52.

US Energy Information Administration, 2024, « US energy-related carbon dioxide emissions, 2023 », 25 avril, <https://www.eia.gov/environment/emissions/carbon/>.

53.

EPA, 2024, *Inventory of US Greenhouse Gas Emissions and Sinks: 1990-2022*, Washington D.C., US Environmental Protection Agency, <https://www.epa.gov/ghgemissions/inventory-us-greenhouse-gas-emissions-and-sinks-1990-2022>.

54.

The White House, 2021, « FACT SHEET: President Biden sets 2030 greenhouse gas pollution reduction target aimed at creating good-paying union jobs and securing US leadership on clean energy technologies », 22 avril, <https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/statements-releases/2021/04/22/fact-sheet-president-biden-sets-2030-greenhouse-gas-pollution-reduction-target-aimed-at-creating-good-paying-union-jobs-and-securing-u-s-leadership-on-clean-energy-technologies/>.

55.

The White House, 2024, *Investing in America report: Today's investments, tomorrow's future*, <https://bidenwhitehouse.archives.gov/invest/>.

56.

US Department of Energy, 2024, *United States energy & employment report 2024*, Washington D.C., US Department of Energy, [https://www.energy.gov/sites/default/files/2024-10/USEER%202024\\_COMPLETE\\_1002.pdf](https://www.energy.gov/sites/default/files/2024-10/USEER%202024_COMPLETE_1002.pdf).

57.

Ibid.

Depuis 2005, les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis ont diminué<sup>52</sup> en raison d'une transition du charbon vers le gaz, d'une meilleure efficacité énergétique et de l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique américain<sup>53</sup>. Dès son arrivée au pouvoir, Joe Biden s'est engagé à accélérer cette tendance en réduisant les émissions des États-Unis de 50 à 52 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2005, et en atteignant la neutralité carbone en 2050<sup>54</sup>. Pour y parvenir, l'IRA, la plus grosse loi climatique jamais adoptée aux États-Unis, avait prévu de mobiliser près de 400 milliards de dollars pour accélérer l'investissement dans les solutions énergétiques propres dans tous les secteurs de l'économie américaine. Seulement, Donald Trump ne cache pas sa méfiance envers cette politique climatique qu'il qualifie de « nouvelle arnaque verte ». Il semble cependant peu probable que Trump annule les subventions dans les technologies d'énergie propre qui ont résulté de cette loi parce qu'elles bénéficient principalement aux États républicains. Par ailleurs, Donald Trump souhaite avant tout faire croître l'économie américaine. Or, le secteur des énergies propres est en forte croissance : avec près de 150 000 nouveaux emplois créés en 2023, notamment grâce à l'agenda *Investing in America*<sup>55</sup> mené par Biden, les emplois dans le secteur de l'énergie propre ont augmenté plus de deux fois plus (4,9 %) que ceux dans le reste de l'économie (2,0 %)<sup>56</sup>. Ainsi, en 2023, les emplois liés à l'énergie propre comptent pour 42 % de l'ensemble des emplois liés à l'énergie<sup>57</sup>. Même avec peu de considération pour la transition écologique, il est donc peu probable que Trump revienne en arrière sur la création de ces nouveaux emplois, ou que l'industrie américaine renonce à sa décarbonation, et ce pour des raisons économiques. Pour le côté positif, cela signifie que la transition entamée sous la présidence Biden ne pourra être totalement enrayée. L'expansion des énergies renouvelables, les investissements dans les énergies propres et la décarbonation de l'économie continueront à progresser puisque de nombreuses entreprises et particuliers ont investi dans la décarbonation (les investissements se font sur un temps plus long que le temps politique), et d'importants changements ont eu lieu sur les marchés (incluant la chute du prix des panneaux solaires, des éoliennes et des batteries électriques). Cependant, également pour des raisons économiques, Trump devrait accroître les investissements dans les énergies fossiles, relancer les exportations de gaz naturel liquéfié, supprimer les taxes sur les émissions de méthane et mettre à mal les réglementations environnementales, à

l'image de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) qu'il souhaite supprimer. Ainsi, l'élection de Trump devrait faire dévier fortement les États-Unis de leur trajectoire climatique : sans inclure les émissions supplémentaires qui pourraient résulter de nouvelles politiques soutenant la production et l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz, il est estimé qu'avec l'élection de Donald Trump, les émissions de gaz à effet de serre diminueraient de 28 % d'ici à 2030 (par rapport aux niveaux de 2005) contre 43 % si Kamala Harris avait été élue<sup>58</sup>. Pour respecter l'accord de Paris, cette baisse devrait être de 58 %<sup>59</sup>. Quand on sait que les États-Unis sont la deuxième puissance émettrice mondiale, un tel écart avec la trajectoire américaine requise par les accords climatiques mondiaux implique de fait l'abandon de l'objectif de se maintenir sous les +1,5 °C – même si l'objectif était déjà entériné dans le sixième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), prévoyant un réchauffement compris entre +1,4 °C et +4,4 °C d'ici la fin du siècle<sup>60</sup>. Avec un nouveau président américain qui a déjà annoncé ne pas vouloir respecter les engagements climatiques actuels, le monde semble donc se diriger vers le pire scénario en matière de réchauffement climatique (+3,1 °C), requérant une intensification d'autant plus forte des efforts des autres pays, et ce dans un contexte de coopération multilatérale dégradée.

58.

Carbon Brief, art. cité.

59.

Climate Action Tracker, 2024, « USA », <https://climateactiontracker.org/countries/usa/targets/>.

60.

IPCC, 2023, *Climate change 2023. Synthesis report. Summary for policymakers. Contribution of working groups I, II and III to the sixth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Genève, IPCC, p. 1-34, [https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_SYR\\_SPM.pdf](https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_SPM.pdf).

## 5.2. Si la production énergétique fossile américaine augmente, peut-on s'attendre à un renchérissement du coût de la transition ?

L'accroissement attendu de la production de produits énergétiques fossiles aux États-Unis aura un impact délétère sur l'environnement et le climat. Tout d'abord, la hausse des émissions de gaz à effet de serre associée contribuera à l'amplification du réchauffement climatique et aux phénomènes de changement climatique. Cela s'explique notamment par les fuites et rejets de méthane, principal ingrédient du gaz naturel liquéfié dont le potentiel de réchauffement global est bien plus élevé que celui du CO<sub>2</sub> (en moyenne, il l'est 25 fois plus sur un siècle). Ces fuites sont d'autant plus conséquentes que les distances à parcourir sont importantes. Ainsi, le GNL importé des États-Unis jusqu'en Europe aurait une empreinte carbone de 85 GCO<sub>2</sub>e/kWh PCS, tandis que celle du GNL importé de Norvège serait près de quatre fois moindre (23 GCO<sub>2</sub>e/kWh PCS). De plus, le mode de production américain est aussi critiquable d'un point de vue environnemental : en ayant recours à la fracturation hydraulique pour extraire du gaz de schiste, un apport supplémentaire d'énergie est nécessaire afin de fracturer la roche, entraînant par ailleurs des rejets de méthane supérieurs à ceux émis dans une configuration conventionnelle (plus de 40 % de méthane supplémentaire par rapport à l'extraction conventionnelle). Mais l'impact climatique d'une hausse de la production de produits énergétiques fossiles américains serait peut-être davantage supérieur encore par son effet sur les cours mondiaux. Ainsi, en déclarant l'état d'urgence énergétique dès son premier jour de retour au pouvoir, et en annonçant le lancement de nouveaux projets de forage en terre américaine, le message envoyé par Donald Trump est clair : il souhaite faire baisser le prix des énergies fossiles. Une partie des ressources additionnelles servira bien à remplir les réserves américaines, mais une grande partie sera dédiée à l'export. En inondant les marchés mondiaux de GNL et pétrole américains, les cours mondiaux se trouveront de fait déstabilisés. Par conséquent, le pétrole et le GNL apparaîtront comme des énergies bon marché, renchérisant les coûts de transition dans les autres pays du monde. En misant sur les énergies fossiles rendues peu chères par la surproduction américaine à court terme, de nombreux pays pourraient ainsi retarder leur transition énergétique. L'impact de la hausse de la production d'énergies fossiles souhaitée par Trump pourrait donc être plus

délétère pour l'environnement à travers les variations des prix mondiaux que par sa contribution nationale au changement climatique et à l'effondrement de la biodiversité. Toutefois, il est important de garder en tête que les entreprises extractives américaines restent avant tout intéressées par les opportunités économiques liées à de nouvelles extractions. Rationnellement, celles-ci choisiront peut-être de ne pas augmenter leur production de manière trop importante pour maintenir des prix élevés. Cela explique ainsi la prudence des dirigeants de ces grandes entreprises qui a été mise en avant récemment.

### 5.3. Face à un durcissement américain, l'Union européenne à un tournant ?

Pour l'Europe, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche signifie un regain du protectionnisme américain avec un durcissement des politiques commerciales et énergétiques. L'approvisionnement énergétique constitue la pierre angulaire du modèle de production de tout pays. À ce titre, l'Union européenne est liée aux États-Unis puisqu'elle dépend massivement de son pétrole et de son gaz, et ce d'autant plus depuis l'invasion de la Russie en Ukraine qui l'a poussée à se tourner vers d'autres pays pour diversifier son approvisionnement. Ainsi, en 2023, les États-Unis fournissaient 19,4 % de la totalité des importations de gaz de l'UE, et 15,4 % de son pétrole<sup>61</sup>. Déjà leaders dans la production de pétrole et de gaz et dans l'exportation de GNL, les États-Unis disposent d'un pouvoir de marché et de négociation important au niveau mondial, et particulièrement sur l'UE qui en est dépendante. Le retour de Trump devrait tendre cette relation puisque ce dernier compte faire des États-Unis une nation indépendante et dominante énergétiquement, imposant ses conditions au reste du monde. Face à cela, l'UE a deux options : ne rien changer à son modèle et accepter de se plier aux exigences de Trump, ou augmenter sa production d'énergies dites « décarbonées » (renouvelables et nucléaire), diversifier ses fournisseurs et promouvoir un nouveau modèle basé sur les énergies propres et la sobriété énergétique. Aujourd'hui, l'UE est très dépendante des autres pays pour son approvisionnement énergétique, avec une dépendance énergétique moyenne de 62,5 % en 2022 mais une forte hétérogénéité puisque de gros pays comme la Grèce, l'Italie ou l'Espagne importent trois quarts de leur énergie alors que l'Estonie ou la Suède en importent moins de 30 % (graphique 5). Cette importante dépendance globale s'explique par le fait que l'UE est un continent relativement dépourvu de ressources énergétiques, ce qui est également en partie valable pour les matières premières critiques, essentielles pour mener à bien la transition écologique et énergétique.

D'après le rapport Pisani-Ferry–Mahfouz<sup>62</sup>, l'essentiel de la transformation reposera sur la substitution de capital aux énergies fossiles, ce qui implique d'importants efforts d'investissements. Aussi bien au niveau européen que français, cet effort est chiffré à 2 points de PIB d'investissements additionnels en 2030<sup>63</sup>. Se pose également la question de la compétitivité européenne liée aux coûts énergétiques relativement plus élevés en Europe et aux objectifs de décarbonation plus importants, et donc aux coûts supplémentaires pour l'industrie européenne supérieurs<sup>64</sup> aux autres zones du monde. L'UE fait face à un arbitrage : soutenir une production européenne de panneaux photovoltaïques, d'éoliennes et de batteries électriques coûteuse mais locale, ou s'appuyer sur l'excédent de capacité chinois (rendu possible par de faibles coûts de production et des subventions publiques quatre fois supérieures à celles des autres grandes économies<sup>65</sup>) qui pourrait approvisionner l'Europe en technologies vertes à bas coûts. Au vu de sa dépendance en matière d'énergie et de ressources critiques

61.

McWilliams B., G. Sgaravatti, S. Tagliapietra et G. Zachmann, 2024, « La guerre énergétique entre l'Union et la Russie en 10 graphiques », *Le Grand Continent*, 26 février, <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/02/26/la-guerre-energetique-entre-lunion-et-la-russie-en-10-graphiques/>.

62.

Pisani-Ferry J. et S. Mahfouz, 2023, *Les incidences économiques de l'action pour le climat*, Paris, France Stratégie, <https://www.strategie.gouv.fr/publications/incidences-economiques-de-laction-climat>.

63.

Pisani-Ferry J., 2022, « The missing macroeconomics of climate action », in : S. Tagliapietra, G. B. Wolff et G. Zachmann (eds), *Greening Europe's post-COVID-19 recovery*, Bruxelles, Bruegel, pp. 63-87, <https://www.bruegel.org/book/greening-europes-post-covid-19-recovery>.

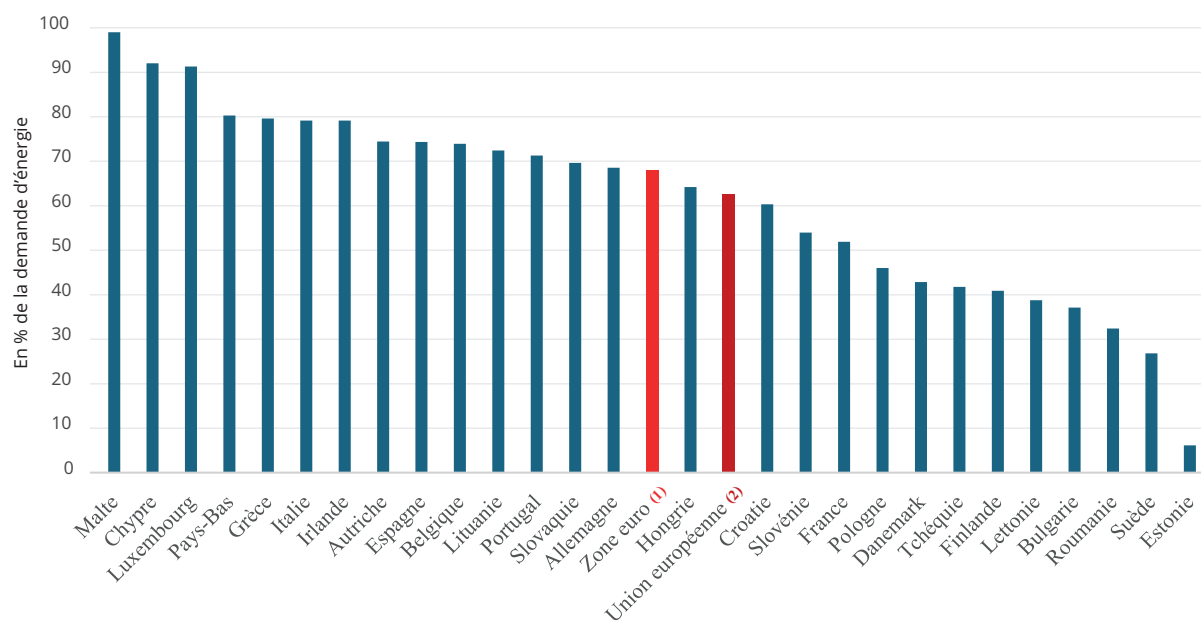
64.

Draghi M., *op. cit.*

65.

DiPippo G., I. Mazzocco et S. Kennedy, 2022, *Red ink: Estimating Chinese industrial policy spending in comparative perspective*, Washington D.C., Center for Strategic and International Studies, [https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/220523\\_DiPippo\\_Red\\_Ink.pdf](https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/220523_DiPippo_Red_Ink.pdf).

Graphique 5. Dépendance des pays de l'Union européenne en 2022 aux importations énergétiques



Eurostat, Calculs OFCE.

(1) Zone euro – 20 pays (à partir de 2023).

(2) Union européenne – 27 pays (à partir de 2020).

envers les États-Unis et la Chine (90 % des importations européennes de minerais énergétiques critiques proviennent de Chine<sup>66</sup>), l'UE devra certainement arbitrer entre une dépendance trop forte aux technologies chinoises, qui ne pourront pas être totalement bannies, et une stratégie qui pénaliserait trop fortement la compétitivité des entreprises en raison de coûts de l'énergie trop élevés. À l'inverse, une absence totale de stratégie européenne serait néfaste pour son emploi, sa productivité et sa sécurité économique. Le rapport Draghi propose ainsi une stratégie pour permettre à l'Europe de se décarboner tout en préservant la position compétitive de son industrie : dans les secteurs où le désavantage de l'Europe en matière de coûts est trop important pour en faire une concurrente sérieuse, elle doit importer les technologies nécessaires tout en diversifiant ses fournisseurs pour limiter ses dépendances. Dans les secteurs où l'Europe est soucieuse de l'endroit de la production mais pas de l'origine de la technologie sous-jacente, il faut encourager les investissements directs étrangers (IDE) entrants tout en établissant des mesures commerciales pour compenser l'avantage de coût obtenu par les subventions étrangères. Dans les secteurs où l'UE a un intérêt stratégique à conserver un savoir-faire et une capacité productive, il faut augmenter la rentabilité (« *bankability* ») à long terme des investissements en Europe. Enfin, dans les secteurs où l'UE a un avantage innovant et perçoit un potentiel de croissance future élevé, elle doit utiliser tous les outils à sa disposition pour créer des effets de distorsions sur le commerce, et ce, jusqu'à ce que l'industrie atteigne une échelle suffisante pour être viable. Par ailleurs, le rapport Draghi insiste sur la nécessité de maintenir l'industrie européenne à l'avant-garde de l'innovation en matière de technologies propres tout en exploitant les nouvelles opportunités industrielles, et de « niveler le terrain de jeu » (« *levelling the playing field* ») dans les secteurs exposés à la concurrence étrangère déloyale et/ou confrontés à des objectifs de décarbonation plus exigeants que leurs concurrents internationaux, y compris en ayant recours à des tarifs douaniers ou à d'autres mesures commerciales si besoin.

66.

European Commission, 2023, « Proposal for a regulation of the European Parliament and of the Council establishing a framework for ensuring a secure and sustainable supply of critical raw materials and amending Regulations (EU) 168/2013, (EU) 2018/858, 2018/1724 and (EU) 2019/1020 », COM/2023/160 final, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=ce-lex%3A52023PC0160>.

## 6. Conclusion

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en 2025, avec un programme de rupture, marque un tournant significatif dans les dynamiques économiques, sociales et environnementales des États-Unis. Les répercussions de ce second mandat sont potentiellement majeures, notamment sur les flux commerciaux, l'inflation ou encore le climat. Bien que son programme économique promette une relance à court terme portée par des baisses d'impôts et une réduction des contraintes réglementaires, cette stratégie soulève des préoccupations quant à la trajectoire budgétaire et à l'aggravation des inégalités sociales. L'effet inflationniste des politiques protectionnistes et migratoires pourrait, en outre, accentuer les tensions sur le pouvoir d'achat des ménages et contraindre la Réserve fédérale à ajuster sa politique monétaire, avec des conséquences incertaines pour la croissance économique en raison d'un conflit potentiel entre les orientations des politiques budgétaires et monétaires aux États-Unis.

Sur le plan commercial, la montée en puissance du protectionnisme américain exacerbera les tensions avec ses partenaires, en particulier la Chine et l'Union européenne. Cela affectera différemment les économies des pays en fonction de leur exposition aux États-Unis, sachant que la Chine, l'Allemagne, le Mexique et le Canada sont particulièrement ciblés, mais la fragmentation des échanges mondiaux pourrait engendrer des pertes significatives pour l'ensemble des économies, tout en menaçant la stabilité des chaînes d'approvisionnement internationales. Le recours fréquent aux menaces à l'encontre des États qui n'agiraient pas selon les intérêts des États-Unis tels que perçus par le locataire de la Maison-Blanche crée une incertitude économique qui pourrait également être un frein au commerce et à l'investissement. De plus, si les États-Unis accusent un déficit commercial massif sur les biens, leur excédent dans les services constitue un atout majeur, notamment grâce à l'Europe, qui absorbe 35 % de leurs exportations dans des secteurs clés comme le numérique ou la finance. Toutefois, les régulations européennes sur les géants du numérique et la fiscalité des multinationales pourraient fragiliser cet avantage compétitif et, par ricochet, affecter l'ensemble de l'économie américaine.

Enfin, la nouvelle élection de Donald Trump annonce un recul majeur en matière de politique climatique pour les États-Unis. Au niveau interne, la production de gaz naturel et de pétrole devrait encore augmenter par rapport aux années Biden, et les émissions de gaz à effet de serre ne devraient se réduire que de manière très insuffisante par rapport aux objectifs de l'accord de Paris. Le regain de protectionnisme américain attendu ouvre cependant une fenêtre d'opportunité pour l'Europe qui pourrait s'imposer comme leader climatique mondial, en transformant son modèle en profondeur et en poussant pour davantage d'ambitions et de financements sur la scène internationale. Au niveau local, une politique d'investissements massifs dans les énergies renouvelables et de sobriété, associée à une baisse des prix de l'énergie en Europe<sup>67</sup>, renforcerait la souveraineté industrielle européenne et sa résilience face au changement climatique. Au niveau international, une telle stratégie permettrait à l'Europe de rester compétitive dans la course à la décarbonation et au développement des technologies vertes. La responsabilité de l'Europe sera cruciale pour transformer cette crise en opportunité, en affirmant son leadership dans la transition vers un modèle économique plus résilient et durable. ■

67.

Draghi M., *op. cit.* ; Epaulard A., P. Malliet, A. Saumtally et X. Timbeau, 2024, « La transition écologique en Europe : tenir le cap », *OFCE Policy brief*, n° 131, juin, <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2024/OFCEpbrief131.pdf>.

Directeur de la publication Xavier Ragot  
Rédacteurs en chef du blog et des *Policy briefs* Elliot Aurissergues et Paul Malliet  
Réalisation Najette Moummi (OFCE).

Copyright © 2025 – OFCE *policy brief* ISSN 2271-359X. All Rights Reserved.

[www.ofce.sciences-po.fr](http://www.ofce.sciences-po.fr)  @ofceparis